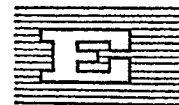


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/MGO/31
28 janvier 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA
PROTECTION DES MINORITES
Quinzième session
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE DECLARATION ET PROJET DE CONVENTION SUR L'ELIMINATION
DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE RELIGIEUSE

Exposé présenté par le Comité de coordination d'organisations juives,
organisation gouvernementale dotée du statut consultatif

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, dont il communique le texte aux membres de la Sous-Commission conformément aux paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Reçu le 28 janvier 1963

1. Le Comité de coordination d'organisations juives accueille avec satisfaction les résolutions de l'Assemblée générale priant le Conseil économique et social de demander à la Commission des droits de l'homme de préparer des projets de déclaration et de convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de toutes les formes d'intolérance religieuse. Le CCOJ a pris note du fait que le Conseil économique et social a transmis ces résolutions à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. En tant qu'organe représentant les organisations juives de 41 pays de tous les continents, nous nous jugeons particulièrement compétents pour nous pencher sur les problèmes de l'intolérance religieuse et nous avons l'avantage de présenter à la Sous-Commission nos opinions quant à un projet de déclaration sur ce sujet.
2. Si à première vue l'"intolérance religieuse", étant une attitude plutôt qu'un acte, ne semble pas se prêter à une déclaration au même titre que la "discrimination raciale" par exemple, un examen attentif de la résolution de l'Assemblée générale,

ainsi que des conclusions des sociologues, n'en suggèrent pas moins qu'une déclaration sur ce sujet pourrait être formulée sans trop de difficulté.

3. Le préambule de la résolution 1781 (XVII) de l'Assemblée générale montre que celle-ci s'inquiète des attitudes d'intolérance religieuse, soit qu'elles résultent de situations de fait ou qu'elles mènent à des actes.

4. Le premier alinéa du préambule a trait au désir de "mettre en application les principes d'égalité de tous les hommes et de tous les peuples sans distinction de race, de couleur ou de religion ...". Cette déclaration, comme le contexte de la résolution dans son ensemble, suppose - à juste titre - qu'une situation dans laquelle il existe une inégalité de fait créée par des distinctions artificielles fondées sur la race, la couleur ou la religion, produit effectivement des attitudes d'intolérance religieuse ou raciale.

5. Le deuxième alinéa du préambule exprime l'inquiétude profonde que provoquent les "manifestations de discrimination fondée sur les distinctions de race, de couleur ou de religion", et le troisième alinéa réclame "la liquidation de toutes ces manifestations". Comme les "manifestations" sont des actes, il est évident, d'après le contexte de la résolution prise dans son ensemble, que celle-ci ne vise pas des attitudes en soi, mais les formes d'intolérance religieuse qui conduisent à des actes ou se traduisent par des actes. Il est bon de rappeler à ce propos que la résolution de l'Assemblée générale est essentiellement l'aboutissement d'une enquête menée par la Sous-Commission sur l'"épidémie de croix gammées", enquête qui était intitulée "manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de préjugés raciaux et d'intolérance religieuse de même nature".

6. L'observation contenue au quatrième alinéa est confirmée par les sociologues. Un ouvrage de référence moderne qui résume les conclusions des sciences sociales sur les préjugés [Gordon Allport, The Nature of Prejudice (Cambridge, 1954)] montre que les lois discriminatoires et les formes socio-culturelles de ségrégation et de discrimination engendrent et accroissent effectivement les préjugés ou l'intolérance. Il observe en outre que "lorsque la discrimination est éliminée, les préjugés ... tendent à diminuer". Pour illustrer cette affirmation, l'auteur montre comment l'élimination des usages discriminatoires dans l'emploi, le logement et ailleurs "a eu pour résultat ... de créer des attitudes ethniques plus amicales". L'auteur

souligne pour conclure que : "la sociologie nous montre que si nous désirons réduire les préjugés dans notre société, la lutte contre la ségrégation (dans la législation ou ailleurs) se justifie scientifiquement et revêt un haut degré de priorité."

7. Il est aussi important de relever les conclusions des sociologues à propos des observations contenues dans le cinquième alinéa. Le professeur Allport fait remarquer que "toute attitude négative tend à s'exprimer, quelque part et d'une façon ou d'une autre, par des actes ... Une telle attitude a d'autant plus de chance de se traduire par des actes fortement hostiles qu'elle est plus intense." A ce propos, on pourrait renvoyer à la définition que donne de l'"intolérance" le Dictionnaire de science politique qui doit paraître au début de 1963 : "le refus d'admettre l'égalité fondamentale de tous les individus... L'intolérance doit être considérée comme un processus continu qui comporte des attitudes de plus en plus négatives procédant de préjugés et une disposition croissante à commettre des actes de discrimination."

8. Cette définition semble indiquer que l'intolérance religieuse peut aller au-delà d'une simple attitude et qu'à la limite, elle débouche sur un acte de discrimination. Les sociologues montrent qu'il peut y avoir toute une gamme d'activités entre une attitude et un acte discriminatoire. Une de ces activités est l'"antilocution", qui est une expression verbale de l'intolérance. Ce genre d'activité verbale, souligne-t-on, marque une transition vers un degré d'action plus intense où se manifeste plus aisément la discrimination ou la violence. Ainsi, fait observer le professeur Allport, "c'est l'antilocution d'Hitler qui a conduit les Allemands à éviter leurs voisins et leurs anciens amis juifs; cette préparation a facilité l'introduction des lois discriminatoires de Nuremberg qui, par la suite, ont fait paraître naturels les incendies de synagogues et les attaques commises contre des Juifs dans la rue. Les fours crématoires d'Auschwitz ont été le terme de cette progression macabre."

9. On peut contrôler, pour les empêcher d'aboutir à la discrimination ou à la violence, les formes d'intolérance religieuse qui, au-delà d'une simple croyance, se manifestent par une activité verbale (de caractère incitateur), que ce soit sous forme écrite ou orale. Il faut cependant veiller à ce que ce contrôle n'atteigne pas dans son essence la liberté d'expression.

10. L'opinion a été exprimée selon laquelle il est inutile de formuler une déclaration (et une convention) sur l'élimination de l'intolérance religieuse, la Commission des droits de l'homme étant déjà occupée à discuter et à énoncer des principes sur la liberté et la non-discrimination en matière de religion et de pratiques religieuses. De l'avis du Comité, cette opinion est insoutenable. Les principes que la Commission des droits de l'homme est en train de formuler n'ont trait qu'à un secteur limité - mais naturellement important - du problème général de l'intolérance religieuse, à savoir l'intolérance qui atteint la liberté de religion et sa pratique elle-même. L'intolérance religieuse peut aboutir à la discrimination contre les groupes religieux sous tous les aspects, ou presque, dont traite la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les principes que la Commission des droits de l'homme examine actuellement ne se rapportent qu'à l'article 18 de la Déclaration universelle; ils ne touchent donc qu'un aspect marginal du problème dans son ensemble.

11. Compte tenu des observations préliminaires qui précèdent, nous nous permettons de suggérer le plan d'une "Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse" dont les grandes lignes pourraient être les suivantes :

- A. Un préambule tiré de celui de la résolution de l'Assemblée générale. Ce préambule pourrait aussi rappeler le fait que l'intolérance religieuse peut conduire et a conduit à la discrimination et à la violence.
- B. La première partie contiendrait quatre sections : 1) une définition de l'"intolérance religieuse" d'après les données de la sociologie; 2) un exposé montrant que l'"intolérance" est le produit de formes légales ou socio-culturelles de discrimination et de ségrégation; 3) un exposé indiquant que l'expression "élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse" doit se comprendre comme signifiant notamment l'élimination de toutes les formes légales et/ou socio-culturelles de discrimination fondées sur des motifs religieux; 4) un exposé indiquant que cette même expression doit se comprendre aussi comme signifiant l'élimination des formes d'intolérance religieuse qui tendent à la discrimination et à la violence (par exemple, l'incitation à la haine contre un groupe religieux).

- C. La deuxième partie contiendrait la disposition fondamentale aux termes de laquelle les Etats Membres s'engageraient à abroger toutes les dispositions législatives et tous les règlements administratifs, et de mettre fin à toutes les pratiques administratives impliquant une discrimination ou un traitement inégal fondés sur des motifs religieux dans la vie publique (dans des secteurs qui seraient énumérés en détail). Les Etats Membres s'engageraient aussi à édicter une législation et des règlements administratifs interdisant toute discrimination ou inégalité de traitement pour des motifs religieux.
- D. La troisième partie contiendrait une disposition aux termes de laquelle les Etats Membres s'engageraient à retirer toute aide financière, tout privilège ou toute autre forme d'assistance aux organisations privées qui, tout en se voyant accorder certains avantages par l'Etat, refusent à tel ou tel groupe religieux l'égalité de traitement, de fait ou de droit. Il faudrait faire ici une exception pour les organisations privées de caractère nettement religieux, comme par exemple les églises ou les écoles religieuses.
- E. La quatrième partie contiendrait une disposition aux termes de laquelle les Etats Membres s'engageraient à prendre des mesures pour mettre fin à la propagation parmi le public de la forme particulière d'intolérance religieuse qui est calculée pour conduire à la discrimination ou à la violence contre un groupe religieux.
